

3 1761 12062190 9

Gouvernement
Publications

R. FRITH

CAI Z 1
-63B500

RAPPORT FINAL

(Volume III)

Auteurs: M. Mousseau
L. Ross

Titre: Analyse du contenu des nouvelles
nationales à la télévision canadienne

Div: VII Rapport no 8



Presented to the
LIBRARY *of the*
UNIVERSITY OF TORONTO

by
Mr. Royce Frith
Commissioner


Royal Commission on
Bilingualism and
Biculturalism

ACCOPRESS
GENUINE PRESSBOARD BINDER
CAT. NO. **BP 2507 EMB**

ACCO CANADIAN COMPANY LTD.
TORONTO
OGDENSBURG, N.Y., CHICAGO, LONDON

CA 1 Z 1
-63 B500

VOLUME III



Digitized by the Internet Archive
in 2024 with funding from
University of Toronto

<https://archive.org/details/31761120621909>

ANALYSE DU CONTENU DES NOUVELLES NATIONALES
A LA TELEVISION CANADIENNE

Rapport présenté à la Commission royale d'enquête
sur le bilinguisme et le biculturalisme

Monique Mousseau

Line Ross

Mei 1967



TABLE DES MATIERES

	Pages
Avant-propos	i
Liste des tableaux	vii
Liste des graphiques	xvii
Introduction	1
 Première partie - ASPECTS THEORIQUES ET METHODOLOGIQUES	
Chapitre 1 Postulats de l'étude	5
2 Eléments d'analyse	28
3 Univers de l'étude	32
4 Techniques d'analyse	37
 Deuxième partie - ANALYSE DES DONNEES	
Section I La mention de nationalité	50
Chapitre 5 Définition de la mention de nationalité	51
6 La mention de nationalité dans les nouvelles	55
 Section II La mention d'ethnicité	64
Chapitre 7 Définition de la mention d'ethnicité	65
8 La mention d'ethnicité dans les nouvelles	73
9 Mentions de nationalité et d'ethnicité dans les nouvelles	85

1940-1941
1940-1941
1940-1941

1940-1941
1940-1941
1940-1941

1940-1941
1940-1941
1940-1941
1940-1941
1940-1941

1940-1941
1940-1941
1940-1941

1940-1941
1940-1941
1940-1941
1940-1941
1940-1941

1940-1941
1940-1941

1940-1941
1940-1941
1940-1941

1940-1941
1940-1941
1940-1941

1940-1941
1940-1941
1940-1941

		Pages
Section III	Ordre de présentation	103
Chapitre	10 Définition de l'ordre de présentation	104
	11 L'ordre de présentation dans les nouvelles	107
Section IV	Les sphères d'activité	123
Chapitre	12 Définition des sphères d'activité	128
	13 Les sphères d'activité dans les nouvelles	143
	14 Mention de nationalité et sphères d'activité dans les nouvelles	157
	15 Mention de nationalité, mention d'ethnicité et sphères d'activité dans les nouvelles	168
Volume II- Section V	Les rôles	208
Chapitre	16 Définition des rôles	209
	17 Les rôles dans les nouvelles	232
Section VI	Le cadre géographique	294
Chapitre	18 Définition du cadre géographique	299
	19 Le cadre géographique dans les nouvelles canadiennes	303
	20 Le cadre géographique dans les nouvelles canadiennes-étrangères	334
Conclusions		
Chapitre	21 Les nouvelles télévisées et la société canadienne	357



Annexes	A	Liste des dates échantillonnées	419
	B	Règles de codage	422
	C	Entraînement des codeurs	459
	D	Degré de fiabilité	463
Bibliographie			473

ANNEXES

ANNEXE A

LISTE DES DATES ECHANTILLONNÉES

<u>Année</u>	<u>Mois</u>	<u>Quantième</u>	<u>Jour</u>
1964	Avril	4	Samedi
		14	Mardi
		24	Vendredi
1964	Mai	4	Lundi
		14	Jeudi
		24	Dimanche
1964	Juin	3	Mercredi
		13	Samedi
		23	Mardi
1964	Juillet	3	Vendredi
		13	Lundi
		23	Jeudi
1964	Août	2	Dimanche
		12	Mercredi
		22	Samedi
1964	Septembre	1	Mardi
		11	Vendredi
		21	Lundi
1964	Octobre	1	Jeudi
		11	Dimanche
		21	Mercredi
		31	Samedi
1964	Novembre	10	Mardi
		20	Vendredi
		30	Lundi
1964	Décembre	10	Jeudi
		20	Dimanche
		30	Mercredi

<u>Année</u>	<u>Mois</u>	<u>Quantième</u>	<u>Jour</u>
1965	Janvier	9	Samedi
		19	Mardi
		24	Dimanche
1965	Février	3	Mercredi
		13	Samedi
		23	Mardi
1965	Mars	5	Vendredi
		15	Lundi
		25	Jeudi

ANNEXE B

REGLES DE CODAGE

MENTION DE NATIONALITEA- Application de l'élément d'analyse1.- Agents de communication

La mention de nationalité n'est pas applicable aux agents de communication de la nouvelle (annonceur, correspondant, etc.).

2.- Nationalité inconnue

Lorsque la nationalité d'un acteur d'une nouvelle n'est pas mentionnée et ne peut se déduire avec certitude du contexte, on lui attribue le code "non-applicable".

"Un homme a été assassiné sur la rue
St-Denis".

"L'écrasement d'un avion à Ste-Thérèse
a fait 118 victimes".

3.- Personnes indéterminées

La nationalité n'est pas applicable aux personnes indéterminées. Il y a "indétermination" chaque fois qu'une nouvelle réfère à des personnes qui ne sont pas des individus concrets, que l'on pourrait nommer, mais plutôt des abstractions ou des personnes sans identité précise, sans existence

réelle.

"Un bon policier doit..."

"Policier" ne désigne pas un individu concret mais une abstraction (un stéréotype).

"Certaines personnes préfèrent..."

"Les gens avisés pensent..."

"What do you do if..."

"Some water sports enthusiasts..."

4.- Lieux géographiques

a) La mention de nationalité n'est pas applicable aux territoires internationaux -v.g. les océans-, à l'espace, aux autres planètes.

"La lune fait l'objet d'études..."

b) Un lieu mentionné uniquement comme cadre géographique d'un événement ne constitue pas une mention de nationalité.

" M. Lesage a déclaré à la Nouvelle-Orléans..."

La Nouvelle-Orléans, mentionnée seulement comme lieu où s'est faite la déclaration, ne reçoit pas de code de nationalité.

c) Par contre, un nom de lieu -pays, province, ville, etc.- comporte une mention de nationalité s'il désigne l'ensemble des habitants de ce lieu, leur gouvernement ou leur

personnel administratif. Le nom de lieu peut alors être remplacé par une expression désignant ces personnes.

"Le Canada participera à...": nationalité canadienne
Le "Canada" peut être remplacé par les
"Canadiens", ou "le gouvernement canadien".

"M. Diefenbaker s'intéresse au Vietnam": nationalité canadienne et étrangère-autre-qu'américaine.
S'intéresse aux Vietnamiens.

d) Un territoire pris comme entité juridique (et non seulement comme cadre géographique d'un événement) reçoit un code de nationalité.

"Conflit à propos des eaux territoriales américaines...": nationalité américaine.

5.- Objets et abstractions

La mention de nationalité est applicable aux objets et aux abstractions lorsque ceux-ci sont explicitement présentés comme reliés à un pays ou à des citoyens de ce pays. Ainsi, la mention de nationalité s'applique si des termes désignant des objets ou des abstractions sont suivis d'un adjectif exprimant la nationalité et qui pourrait être remplacé par le "de" de possession et le substantif correspondant.

"Les navires de guerre américains": nationalité américaine.
Des Américains.

"Les édifices du Parlement à Ottawa": nationalité canadienne.
Les édifices du gouvernement canadien.

"La politique extérieure française..":
nationalité étrangère-autre-qu'américaine.

Du gouvernement français.

"Une machine de fabrication allemande..":
nationalité non-applicable.

L'adjectif de nationalité indique non
l'appartenance, mais la provenance d'un
objet; on attribue donc le code "non-appli-
cable".

6.- Code "non-applicable"

Ce code ne se combine avec aucun autre et ne s'appli-
que qu'aux unités d'énumération où rien ne constitue une men-
tion de nationalité.

B- Expressions référant à plusieurs pays

7.- Relations extérieures

Lorsqu'il est question des relations extérieures
d'un gouvernement, on code seulement la nationalité de ce gou-
vernement, à moins que les pays avec lesquels il entretient
des relations ne soient explicitement nommés.

"Les traités auxquels participe le Canada..":
nationalité canadienne.

"Le Canada conduit une entente commerciale
avec la Russie..": nationalité canadienne
et étrangère-autre-qu'américaine.

"M. Johnson défend la politique de son pays en Extrême-Orient..": nationalité américaine.

"M. Johnson défend l'attitude de son pays envers le Vietnam..": nationalité américaine et étrangère-autre-qu'américaine.

8.- Organisations internationales

Les organisations internationales sont codées "étrangères"; on ajoute le code "canadien" ou "américain" dans les cas où il y a une référence spéciale au Canada ou aux Etats-Unis.

"L'ONU", "L'OTAN", "GATT", "les pays occidentaux": nationalité étrangère-autre-qu'américaine.

"La contribution du Canada à l'ONU": nationalité canadienne et étrangère-autre-qu'américaine.

S'il est question d'une personne détenant un poste à l'intérieur d'une telle organisation, on code la nationalité de cette personne.

LA MENTION D'ETHNICITE

A- Application de l'élément d'analyse

1.- Unités d'énumération

Cet élément d'analyse s'applique aux unités d'énumération codées, quant à la nationalité, "canadiennes exclusivement" ou "canadiennes-étrangères".

Il ne s'applique pas aux unités "étrangères" ni aux unités auxquelles le code de nationalité n'est pas applicable.

2.- Unités "canadiennes-étrangères"

A l'intérieur des unités d'énumération "canadiennes-étrangères", seuls les Canadiens reçoivent un code d'ethnicité -qu'ils soient considérés individuellement ou associés à des non Canadiens.

"Le premier ministre canadien rencontre le président des Etats-Unis": ethnicité anglaise.

Seule l'ethnicité du ministre canadien est codée.

"L'AFL - CIO - FTQ": sans mention de groupes ethniques canadiens.

Cette union groupe des Américains et des Canadiens: un code d'ethnicité est donc attribué à l'association.

3.- Agents de communication

La mention d'ethnicité ne s'applique pas aux agents de communication d'une nouvelle: agences de presse, journalistes, correspondants, annonceurs.

4.- Personnes indéterminées

La mention d'ethnicité ne s'applique pas aux personnes indéterminées. Il y a "indétermination" chaque fois qu'une nouvelle réfère à des personnes qui ne sont pas des individus concrets, que l'on pourrait nommer, mais plutôt des abstractions ou des personnes sans identité précise.

"Un bon policier doit.."

"Policier" ne désigne pas une personne concrète mais une abstraction (un stéréotype).

"Certaines personnes préfèrent.."

"Les gens avisés pensent.."

"What do you do if you have.."

"Some water sport enthusiasts.."

5.- Personnes indirectement objets de nouvelle

La mention d'ethnicité n'est pas applicable aux personnes qui ne font qu'indirectement l'objet d'une nouvelle. Ainsi reçoivent le code non-applicable, les personnes ou groupes mentionnés seulement pour préciser la fonction d'un acteur ou pour identifier un objet. De même, lorsqu'un acteur est présenté

comme agissant au nom d'une autre personne ou d'un groupe, seule l'ethnicité de l'acteur est codée.

"M. Thibault, conseiller législatif pour l'Union Nationale...": ethnicité française.

"Le juge Dryer, président de la Commission fédérale de tutelle...": ethnicité anglaise.

Seuls M. Thibault et le juge Dryer reçoivent un code d'ethnicité -celle-ci n'est pas applicable à l'Union Nationale ni à la Commission fédérale qui ne sont mentionnées que pour préciser les fonctions des acteurs.

"Le rapport Norris": ethnicité non-applicable.

"La proposition Lesage": ethnicité non-applicable.

Norris et Lesage ne sont mentionnés que pour identifier les objets.

"Minister Hellyer laid a wreath on behalf of the federal government": ethnicité anglaise.

L'ethnicité du gouvernement n'est pas codée car il est le groupe au nom duquel agit l'acteur.

6.- Abstractions

La mention d'ethnicité s'applique aux abstractions, lorsque celles-ci réfèrent implicitement à des personnes réelles.

"Les relations canado-américaines": sans mention de groupes ethniques canadiens.
Entre Canadiens et Américains.

"Les ententes fédérales-provinciales": ethnicité française, ethnicité anglaise, sans mention de groupes ethniques.
Entre les gouvernements fédéral et provinciaux.

7.- Objets

Les objets reçoivent un code d'ethnicité s'ils sont explicitement mentionnés comme se rattachant au Canada ou à un de ses groupes ethniques.

"Les édifices parlementaires à Ottawa..":
sans mention de groupes ethniques canadiens.

8.- Lieux géographiques

Les noms de lieu constituent une mention d'ethnicité s'ils désignent les citoyens de ce lieu, le gouvernement ou le personnel administratif; sinon ils reçoivent le code "non-applicable".

"Montréal a entrepris..": sans mention de
groupes ethniques canadiens.

"...dans la ville de Montréal..":
ethnicité non-applicable.

9.- Le code "non-applicable"

Ce code ne se combine avec aucun autre et ne s'applique qu'aux unités d'énumération où rien ne constitue une mention d'ethnicité.

B- Ethnicité des individus

10.- Nom et fonction de l'individu

Dans le codage de l'ethnicité des individus, trois cas peuvent se présenter:

a) Le nom de l'individu est mentionné.

Le code est appliqué d'après la consonance anglaise ou française du nom, à moins qu'il soit connu que cette consonance ne correspond pas à la langue maternelle de l'individu (auquel cas on code d'après la langue).

"M. Lester B. Pearson": ethnicité anglaise.

"M. Daniel Johnson": ethnicité française.

b) Le nom de l'individu n'est pas mentionné mais sa fonction précise l'est.

Dans ce cas, il faut trouver le nom de l'individu et coder d'après la consonance de ce nom.

"Le ministre provincial de l'agriculture":
ethnicité française.

Il s'agit de M. Alcide Courcy.

"Le président de la CSN": ethnicité française.

Il s'agit de M. Jean Marchand.

"Le premier ministre du Canada": ethnicité anglaise.
Lester B. Pearson.

c) Le nom de l'individu n'est pas mentionné ni sa fonction précise. Seule est mentionnée une fonction générale qui ne permet pas d'identifier l'individu.

Le code choisi est alors celui qui est attribué à la fonction -à moins que la nouvelle ne donne des indications de l'ethnicité de l'individu.

"Un ministre fédéral est d'avis...":
sans mention de groupes ethniques canadiens.

"Un fonctionnaire du Québec a déclaré...":
ethnicité française.

La fonction générale de ministre ou de fonctionnaire ne permet pas de repérer un individu en particulier; le ministre et le fonctionnaire reçoivent donc le code rattaché à leur fonction.

"Un journaliste de Montréal a lancé la rumeur..":
sans mention de groupes ethniques canadiens.

La fonction générale de journaliste ne permet pas de trouver de qui il s'agit: le code attribué est donc celui d'habitant d'une ville canadienne.

"Certains journalistes de langue française de Montréal participeront..": ethnicité française.

Même s'il est impossible d'identifier les individus, ils sont codés d'après l'ethnicité qui leur est attribuée dans la nouvelle.

C- Ethnicité des groupes

L'ethnicité d'un groupe est codée en fonction de l'ethnicité des membres qui constituent ce groupe.

Si l'on peut considérer que tous les membres sont canadiens-français ou canadiens-anglais, l'ethnicité du groupe sera codée française ou anglaise.

Si l'on ne peut faire cette supposition, le groupe sera codé comme sans mention de groupes ethniques.

"Société St-Jean-Baptiste": ethnicité française.

"Le Club Rotary": sans mention de groupes ethniques.

"Le Cabinet Robarts": ethnicité anglaise.

"Le Cabinet Lesage": ethnicité française.

"Le Cabinet Pearson": sans mention de groupes ethniques.

LES SPHERES D'ACTIVITE

1.- Application de l'élément d'analyse

Cet élément d'analyse s'applique aux unités d'énumération codées, quant à la nationalité, "canadiennes exclusivement" et "canadiennes-étrangères".

Il ne s'applique pas aux unités exclusivement étrangères ni aux unités auxquelles la mention de nationalité n'est pas applicable.

2.- Distinction entre sphère d'activité et fonctions d'un individu

La sphère d'activité se réfère à un secteur ou domaine d'activités. Quant aux fonctions, elles précisent à

quel titre un individu agit à l'intérieur d'une sphère.

"Un évêque se prononce contre le Ministre de l'éducation".

Sphère: politique partisane.

Cette unité d'énumération ne peut être classée dans la sphère "religion". C'est à titre d'évêque que quelqu'un se prononce sur un sujet qui touche le domaine de la politique.

"Le premier ministre du Québec est en vacances à Miami."

Sphère: loisirs.

Cette unité ne peut être classée dans une des sphères relatives à la politique. C'est parce que M. Lesage est premier ministre (a une fonction politique) qu'on mentionne son activité dans le domaine des loisirs.

3.- Unité de contexte

Le codeur se réfère à l'unité complète de nouvelle pour déterminer à quelle sphère appartient une unité d'énumération, lorsque les informations contenues dans une unité d'énumération ne sont pas suffisantes pour déterminer la sphère d'activité.

4.- Une seule sphère d'activité par unité d'énumération

On ne choisit qu'une seule sphère d'activité pour chaque unité d'énumération où cet élément est applicable.

Lorsque le codeur considère que plus d'une sphère est impliquée dans une même unité d'énumération, il choisit la sphère que l'unité d'énumération met le plus en évidence.

5.- Critères de choix entre économie (industrie, commerce, finance) et travail

Les unités d'énumération qui rapportent des faits proprement économiques sont considérées comme relevant des secteurs public ou privé de l'économie.

Budget, investissements, financement, crédit, coûts de production, prix, valeur et volume de la production, évolution d'une entreprise ou d'une industrie, taxation, etc..

Les unités d'énumération qui rapportent des faits sur l'organisation du travail, les transformations et les problèmes qu'entraîne, dans le monde du travail, l'évolution de la situation économique sont considérées comme relevant des secteurs public ou privé du travail.

Lorsqu'une unité porte sur les aspects financiers et sociaux des problèmes du travail, le codeur choisit, selon la règle générale, la sphère que l'unité met le plus en évidence.

6.- Critères de choix entre gouvernement et politique partisane

a) Débat à caractère partisan

i- Tout débat et toute activité d'une chambre des communes ou d'un conseil municipal sont classifiés dans une des catégories de gouvernement et administration publique, même s'ils ont un caractère nettement polémique ou partisan.

ii- Des déclarations à caractère polémique ou partisan, faites en dehors d'une chambre ou d'un conseil municipal, sont par contre classifiées dans la politique partisane même si leurs auteurs exercent une fonction gouvernementale.

b) Relations entre le gouvernement et le secteur privé

i- Les relations du gouvernement avec le secteur privé sont classifiées dans une des catégories de gouvernement et administration publique, lorsqu'il s'agit d'échanges formels qui passent à travers des canaux de communication officiels.

Mémoire présenté officiellement par une association; à une commission royale d'enquête, à un ministère, à une chambre des communes, à un conseil municipal, etc.; délégation officielle, etc..

ii- Les relations gouvernement-secteur privé sont considérées comme de la politique partisane lorsqu'elles consistent en critiques ou approbations du gouvernement par le

secteur privé (ou inversement), en débats et polémiques portés "sur la place publique" i.e. en dehors d'une chambre des communes ou d'un conseil municipal.

"Le ministre du travail offre d'agir comme négociateur dans le conflit qui oppose la Noranda Mines à ses employés": gouvernement-travail.

"M. René Lévesque condamne l'attitude de la Noranda Mines": politique partisane si la déclaration est faite en dehors de la Chambre des communes, mais gouvernement-travail si la déclaration est faite à la Chambre des communes.

"La Fédération des collèges classiques (FCC) présente un mémoire au ministre de l'éducation": gouvernement-éducation.

"La FCC dénonce l'attitude du ministre de l'éducation": politique partisane.

7.- Critère de choix entre travail et bien-être

Lorsqu'une unité traite de diverses mesures de sécurité sociale reliées aux problèmes de travail (assurance, assurance-chômage), elle est classée dans le gouvernement et bien-être.

8.- Economie, travail, éducation: critères de choix entre le secteur privé et le secteur public

Chacun de ces domaines est subdivisé en deux sphères d'activité suivant que les activités dont il est question relèvent du secteur privé ou du secteur public.

Lorsque le secteur privé et le secteur public sont impliqués dans une même unité d'énumération, on applique une des deux règles suivantes, selon le cas:

i- Si les deux secteurs sont également concernés, on classifie l'unité d'énumération dans la catégorie de "gouvernement" pertinente.

Mémoire sur le Code du travail présenté au gouvernement par une centrale syndicale: gouvernement-travail.

ii- Dans les autres cas, on classifie l'unité d'énumération, selon la règle générale, dans le secteur qu'elle met le plus en évidence.

Dans toute grève légale du secteur privé, la CRT intervient; parfois un ministre peut offrir d'agir personnellement comme agent négociateur.

Si la nouvelle porte avant tout sur le conflit du travail et ne mentionne l'intervention d'un agent gouvernemental que secondairement v.g. comme une étape normale dans le processus de la grève, on codifie travail (secteur privé).

Par contre, si la nouvelle appuie plus sur l'intervention gouvernementale que sur le conflit lui-même, on codifie gouvernement-travail.

LE CADRE GEOGRAPHIQUE

A- Application de l'élément d'analyse

1. Cet élément d'analyse s'applique aux unités d'énumération codées, quant à la nationalité, "canadiennes exclusivement" ou "canadiennes-étrangères" mais non aux unités exclusivement étrangères ni aux unités auxquelles la mention de nationalité n'est pas applicable.

2. Le lieu d'où parvient un reportage inclus dans une nouvelle n'est jamais codé.

"Notre correspondant à Ottawa nous dit..."

3. Les noms de lieu qui ne sont pas présentés comme le cadre géographique d'une action quelconque mais qui servent à préciser l'identité d'une personne ou à qualifier un objet ne sont pas codés.

"Les collègues du Québec".

"La Chambre de commerce de Montréal".

4. Le cadre géographique s'applique aux événements futurs, (projets, prévisions).

"Ottawa a décidé...lors de la prochaine
assemblée générale de l'ONU à New York:
Ottawa et États-Unis.

"Grève imminente à Montréal, Valleyfield
et Drummondville": province de Québec.

5. Par contre cet élément ne s'applique jamais aux événements hypothétiques ou fictifs.

"Le gouvernement canadien devrait dédommager les cultivateurs d'Ontario".

"On demande à toute personne qui apprendrait quelque chose à ce sujet de communiquer avec la sûreté provinciale".

6. Le code "non-applicable" ne se combine avec aucun autre et n'est attribué qu'aux unités d'énumération où il n'y a aucune mention de cadre géographique.

B- Détermination du cadre géographique

7. Le cadre géographique n'a pas à être mentionné explicitement pour être codé, encore qu'il doive ressortir clairement du contexte de la nouvelle.

"Le conflit qui sévit à la Presse...":
province de Québec.

Il n'est pas nécessaire toutefois que l'on puisse déduire du contexte un endroit précis car certaines des catégories de cadre géographique (catégories de base ou catégories obtenues par combinaison de celles-ci) sont elles-mêmes très vastes. Ainsi, on doit coder le cadre d'un événement dont le contexte indique seulement qu'il se passe quelque part au Canada ou quelque part en Europe, etc.

"Les employés de la société canadienne G.M. se sont mis en grève": Canada.

On ne sait pas si la grève se déroule au Québec, en Ontario ou dans une autre partie du Canada, mais il est sûr que c'est au Canada.

8. Lorsque deux codes, dont l'un englobe l'autre, sont applicables:

i- Si la nouvelle mentionne un endroit précis et un ou plusieurs endroits imprécis du Canada, on code l'endroit précis.

"La Couronne a condamné après le meurtre d'un policier à Ville Saint-Laurent": province de Québec.

Les actes de la Couronne auraient le Canada comme cadre parce qu'on ne sait l'endroit précis du procès. On code donc l'endroit précis.

ii- Si la nouvelle mentionne deux ou plusieurs endroits précis, dont l'un englobe l'autre ou les autres, on code le cadre le plus vaste.

"A travers tout le Canada, on fête la Noël. A Montréal..": Canada.

9. Lorsque la nouvelle est faite d'une déclaration, on code à la fois le cadre de la déclaration et, s'il y a lieu, celui des événements sur lesquels porte la déclaration.

10. On ne doit pas présumer du cadre géographique d'après l'origine géographique ou le lieu de résidence des acteurs d'une nouvelle. La mention d'une personne ou d'un organisme ne constitue donc pas une mention de cadre géographique.

11. Une expression désignant l'ensemble d'un gouvernement, (le gouvernement, Ottawa, les dirigeants canadiens, etc.) constitue une mention de lieu si ce gouvernement est présenté comme un agent (et non simplement comme un destinataire, un interlocuteur, etc.), et si la nouvelle n'indique pas par ailleurs que son action se déroule dans un cadre autre que la ville où siège ce gouvernement.

"Québec vient de créer un comité inter-ministériel...": Province de Québec.

"Le Canada étudie la possibilité de contribuer davantage...": Ottawa.

"...a laissé entendre aux Communes qu'Ottawa pourrait changer sa politique vis-à-vis la Chine communiste": Ottawa.

La Chine n'est pas codée parce qu'elle n'est présentée ni comme un agent, ni comme le lieu où se déroule le fait rapporté dans la nouvelle.

"...British Columbian Communities made an appeal to the federal government".
Cadre géographique non mentionné.

Le gouvernement fédéral, présenté comme un interlocuteur et non un agent, n'est pas codé.

C- Combinaisons de catégories

12. Le code utilisé permet des combinaisons de toutes les catégories. Lorsque plusieurs des catégories sont impliquées dans une même unité d'énumération, on utilise la somme des codes.

Les Grands Lacs: Ontario et Etats-Unis.

L'Est du Canada: soit Québec soit Maritimes, soit Maritimes, Québec et Ontario.

L'Ouest du Canada: Provinces de l'Ouest et Colombie britannique.

Le Centre du Canada: Québec et Ontario.

Le Canada: Maritimes, Québec, Ontario, Provinces de l'Ouest et Colombie.

LES ROLES

A- Application de l'élément d'analyse

1.- Unités d'énumération

Cet élément d'analyse s'applique aux unités d'énumération codées, quant à la nationalité, "canadiennes exclusivement" ou "canadiennes-étrangères". Il ne s'applique pas aux unités "étrangères" ni aux unités auxquelles le code de nationalité n'est pas applicable.

2.- Unités "canadiennes-étrangères"

A l'intérieur des unités d'énumération "canadiennes-étrangères", les rôles des Canadiens sont les seuls rôles codés; les rôles des groupes incluant à la fois des Canadiens et des étrangers sont codés tout comme les rôles des groupes exclusivement canadiens.

"Le président des Etats-Unis et le premier ministre du Canada...".

Seul le rôle du premier ministre canadien est codé.

"AFL - CIO - FTQ".

Le syndicat, groupant à la fois des Canadiens et des étrangers, reçoit le code approprié.

3.- Rôle et ethnicité

Tout acteur à qui l'ethnicité n'est pas applicable reçoit également un code "non-applicable" pour le rôle.

Ainsi, ni l'ethnicité ni le rôle ne sont applicables:

a) Aux personnes dont la nationalité est inconnue, c'est-à-dire qu'elle n'est pas mentionnée et ne peut se déduire avec certitude du contexte.

b) Aux agents de communication de la nouvelle (annonceurs, journalistes).

c) Aux personnes indéterminées. Il y a "indétermination" chaque fois qu'une nouvelle réfère à des personnes qui ne sont pas des individus concrets, précis, que l'on pourrait nommer, mais plutôt des abstractions ou des personnes sans identité, sans existence réelle.

d) Aux personnes ou groupes qui ne font qu'indirectement l'objet d'une nouvelle. Ainsi reçoivent le code non-applicable les personnes ou groupes qui ne sont mentionnés que pour préciser la fonction d'un acteur de la nouvelle ou pour identifier un objet. De même, lorsqu'un acteur d'une nouvelle est présenté comme agissant au nom d'une autre personne ou d'un groupe, seul le rôle de l'acteur est codé.

"M. Thibault, conseiller législatif pour l'Union Nationale...": conseiller législatif.

"Le juge Dryer, président de la Commission fédérale de tutelle"....: haut fonctionnaire.

Seuls M. Thibault et le juge Dryer reçoivent un code de rôle. Le rôle n'est pas applicable à l'Union Nationale ni à la Commission fédérale, qui ne sont mentionnées que pour préciser la fonction d'un acteur.

"Le rapport Norris". Rôle non mentionné.

"La proposition Lesage". Rôle non mentionné.

Norris et Lesage ne sont mentionnés que pour identifier des objets et leur rôle ne sont pas codés.

"Minister Hellyer laid a wreath on behalf of the federal government": ministre.

Le rôle de gouvernement n'est pas codé, car il n'est que le groupe au nom duquel agit l'acteur de la nouvelle.

e) Aux lieux géographiques, lorsqu'ils désignent le cadre d'un événement ou qu'ils indiquent la nationalité ou la provenance d'un acteur ou d'un objet. L'ethnicité et le rôle ne s'appliquent donc que lorsqu'un nom de lieu désigne un groupe de citoyens ou un groupe administratif.

"M. Lesage a déclaré à Montréal...":
premier ministre.

"Montréal a participé aux réjouissances
de la SSJB": citoyen.

Dans le premier cas, le rôle n'est pas applicable à Montréal, qui ne désigne que le cadre géographique d'une déclaration, et seul le rôle de M. Lesage est codé. Dans le deuxième cas, Montréal désigne un groupe de citoyens et reçoit un code de rôle.

"Canada's airways...": rôle non mentionné.

"Un médecin d'Ontario...": autre professionnel.

Le rôle ne s'applique pas au Canada ou à l'Ontario, le premier terme désignant la nationalité, le second la provenance.

4.- Rôles familiaux

Certains termes, désignant habituellement des rôles familiaux, sont parfois utilisés pour exprimer une autre caractéristique d'un acteur d'une nouvelle. Dans ces cas, on attribue le code "non-applicable" si aucun autre rôle n'est mentionné.

"Une grand-mère réussit un exploit sportif..":
rôle non mentionné.

5.- Expressions désignant des rôles indéterminés

Le code de rôle non-applicable est attribué aux expressions qui désignent un ou plusieurs rôles indéterminés.

"Une délégation du Manitoba s'est rendue.."

"Une mission commerciale canadienne ira.."

Dans les deux cas, il s'agit de rôles indéterminés, car le contexte ne permet pas de savoir s'il s'agit d'une délégation gouvernementale, d'un groupe privé ou d'un groupe mixte.

6.- Expressions qui sous-entendent plusieurs rôles

Lorsqu'une expression sous-entend plusieurs rôles déterminés sans que le contexte permette d'en privilégier un, on attribue le code "non-applicable".

"For several years, this day has heralded labour violence".

L'expression "labour violence" peut référer au rôle de syndicaliste ou à celui d'ouvrier. Le contexte ne permettant pas de privilégier l'un ou l'autre, le code "non-applicable" est attribué.

B- Choix du rôle d'un acteur

7.- Règle générale

Pour un même acteur, et à l'intérieur d'une seule unité d'énumération, il peut être fait mention de plusieurs

rôles. On ne code qu'un rôle par personne.

Le rôle choisi est celui que l'unité de nouvelle met davantage en évidence et qui explique pourquoi, à quel titre, une personne fait l'objet d'une nouvelle.

"M. X., maire de Y, subit une attaque cardiaque": maire.

Rôle majeur et rôle mineur sont ici en conflit; le rôle qui explique la mention de M. X., dans une nouvelle -et par conséquent le rôle codé- est le rôle d'occupation et non le rôle accidentel de victime.

"M. Y., débardeur dans le port de Montréal, tué dans l'explosion d'un pétrolier": victime.

Rôles majeur et mineur sont ici aussi en conflit. C'est à titre de victime, et non d'ouvrier, que l'acteur de la nouvelle est mentionné. Le rôle codé est le rôle accidentel de victime.

"M. Chaput, chimiste et président du RIN, a déclaré...": président d'association politique.

Deux rôles majeurs sont ici mentionnés. A moins que le contexte n'indique le contraire, c'est à cause de son rôle d'association, et non de son rôle d'occupation, que M. Chaput fait l'objet d'une nouvelle. Le rôle codé est donc le rôle d'association.

8.- Rôle actuel, rôle passé, rôle éventuel

Une nouvelle peut référer au rôle actuel d'un acteur, à son rôle passé ou à un rôle qu'il exercera éventuellement.

Lorsque, dans une même unité d'énumération, le rôle actuel et le rôle passé ou éventuel d'un acteur sont mentionnés, le rôle codé est toujours le rôle actuel.

"Mgr Lussier, recteur de l'U. de M., alors qu'il était membre de la Commission..": gérant et administrateur.

"M. Marchand, ancien président de la CSN et candidat à la députation dans ..": membre d'association politique.

"Deux anciens officiers de la Sûreté provinciale sont accusés"..: accusé.

Dans ces trois cas, le critère de choix est la préséance du rôle actuel sur le rôle passé.

"10,000 travailleurs pourraient devenir chômeurs..": autres rôles d'occupation.

"Le professeur X, qui sera peut-être député de..": autre professionnel.

Dans ces deux derniers cas, le rôle actuel a préséance sur le rôle éventuel.

Lorsqu'une nouvelle mentionne le rôle passé d'un acteur mais non son rôle actuel, on code le rôle passé.

"Former RCMP commissioner says..": haut fonctionnaire.

Un rôle éventuel n'est jamais codé. Lorsqu'une nouvelle ne mentionne pour un acteur qu'un rôle éventuel, on lui attribue le code de rôle non-applicable.

"Un député demande la création d'une commission..": député.

Le rôle de la commission, étant éventuel, n'est pas codé.

Une nouvelle peut attribuer une activité éventuelle à un acteur dont elle spécifie le rôle actuel. Dans une telle nouvelle, le rôle demeure toujours un rôle actuel et est codé comme tel.

"Le gouvernement provincial entreprendra peut-être..": corps politique.

Même s'il est question d'une activité éventuelle, le rôle de gouvernement est un rôle actuel et codé comme tel.

9.- Rôles religieux

Lorsque, pour un même acteur, un rôle religieux et un rôle professionnel sont mentionnés, on code le rôle professionnel.

"Le frère Jérôme Desbiens, haut fonctionnaire du ministère de l'éducation..": haut fonctionnaire.

10.- Chefs des partis d'opposition

Lorsqu'il y a conflit entre le rôle de chef d'association politique et celui de député, c'est le premier qui est codé.

11.- Rôles individuels et rôles de groupe

Il y a mention d'un rôle de groupe lorsque la nouvelle réfère à un groupe comme totalité, au moyen d'une expression-synthèse (et non par énumération). Lorsqu'il y a énumération des membres ou des sous-groupes et lorsqu'il y a référence seulement à un ou plusieurs membres du groupe (v.g. "l'exécutif"), il s'agit de rôles individuels.

"Le cabinet Pearson": corps politique.
Rôle de groupe.

"Pearson et ses ministres": premier ministre et ministres.
Rôles individuels.

Certaines expressions désignant des groupes sont parfois utilisées dans un sens plus restreint et n'englobent en fait qu'une partie des membres. C'est l'unité de contexte qui détermine s'il y a référence à un groupe comme tel ou à certains de ses membres -et donc s'il faut coder un rôle de groupe ou un rôle individuel.

"La Presse vient de rejeter la proposition
Lesage": gérant et administrateur.

"La Presse" désigne les dirigeants seulement.

"...workers have been laid off by General
Motors": autres rôles d'occupation et gérant
et administrateur.

"GM" désigne les dirigeants.

"General Motors produit..": entreprise privée.
On désigne toute l'unité de production.

Lorsque le contexte ne permet pas de savoir s'il s'agit des dirigeants, d'un certain nombre de membres ou de tout le groupe, on code le rôle de groupe.

"La Commission intermunicipale de Richelieu a présenté un mémoire..".
Association politique.

"...une conférence devant le club Kiwanis-Laval à ..": autre association.

Il est impossible de savoir s'il s'agit de toute l'association ou d'un certain nombre de membres; on code donc le rôle de groupe.

12.- Maisons d'enseignement privées

Le personnel administratif des maisons d'enseignement privées reçoit le code "gérant et administrateur".

Les maisons d'enseignement privées (considérées globalement) sont rangées parmi les entreprises privées.

13.- Ecoles publiques

Le personnel administratif des écoles publiques est rangé parmi les hauts fonctionnaires ou les fonctionnaires subalternes (autres rôles d'occupation), selon le cas.

Les commissions scolaires sont rangées parmi les corps administratifs municipaux.

14.- Grévistes

Les grévistes et tous les travailleurs présentés comme suivant les directives d'une centrale syndicale, sont rangés parmi les membres d'une association syndicale.

"Les employés de GM se sont mis en grève":
membres d'association syndicale.

"Les dirigeants de la CSN ont décidé de
limiter la grève des employés de..":
dirigeants et membres d'association syndicale.

15.- Vedettes

Il peut y avoir conflit entre la catégorie de "vedette" et celles d'artiste ou de sportif professionnel (ou peut-être d'une autre catégorie de rôles majeurs).

Un artiste ou un sportif professionnel ne sont rangés parmi les vedettes que s'il est clair, d'après le contexte de la nouvelle, que leur popularité n'est pas basée exclusivement sur leur valeur professionnelle.

Lorsqu'une nouvelle réfère à des aspects de la personnalité ou du mode de vie qui n'ont qu'un lien indirect avec la profession, on peut conclure qu'il y a "vedettisation" de l'artiste ou du sportif; de même, si la nouvelle réfère à des manifestations collectives d'admiration, voire de fanatisme, à l'égard de ces personnes (mises à part les manifestations

"régulières" -applaudissements, ovations- qui ont habituellement cours lors d'un spectacle ou d'une compétition).

Informations, romancées ou non, sur la vie privée de l'artiste ou du sportif; "fan clubs"; scènes "d'hystérie collective" au cours d'un spectacle; etc..

En somme, il y a "vedettisation" lorsque la nouvelle est teintée d'un certain sensationnalisme ou souligne le caractère de modèle, d'idéal ou tout simplement de phénomène, dans des domaines débordant la sphère professionnelle.

C- Nombre et choix des rôles codés

16.- Nombre de rôles par unité d'énumération

Trois rôles différents attribués à trois acteurs différents, peuvent être codés par unité d'énumération.

Lorsqu'un seul rôle, joué par un ou plusieurs acteurs, est mentionné, il est codé dans l'espace "premier rôle". Les espaces "second rôle" et "troisième rôle" reçoivent alors le code de non-applicable.

Lorsque plus d'un acteur joue des rôles différents, les rôles sont placés dans l'espace "premier rôle", "second rôle" ou "troisième rôle" selon un ordre croissant de "grandeur" du code. S'il n'y a que deux rôles à coder, l'espace "troisième

rôle" reçoit le code de non-applicable.

17.- Choix des rôles

Lorsque plus de trois rôles différents est mentionné dans une même unité d'énumération, on code les trois que l'unité de nouvelle met davantage en évidence.

ATTRIBUTION DE L'ETHNICITE AUX ROLES

La présente étape a pour objet d'obtenir une répartition des rôles par groupe ethnique. Elle consiste à trouver, pour chacun des rôles déjà codés, l'ethnicité de celui ou de ceux qui l'exercent.

1.- Pour chacun des codes définitifs de rôle, repérer dans l'unité d'énumération le ou les acteurs à qui ce code de rôle a été attribué. Pour le trouver, on référera aux règles utilisées lors du codage des rôles.

Cette première démarche est effectuée pour tous les codes de rôle y compris le code "non-applicable". Ce code peut, en effet, avoir été attribué parce qu'aucun acteur n'est mentionné, auquel cas l'ethnicité n'est pas applicable. Il peut aussi avoir été attribué parce qu'aucun code de rôle n'est applicable à l'acteur mentionné; dans ce dernier cas, il se peut qu'un code d'ethnicité soit applicable à l'acteur.

2.- A l'acteur ou aux acteurs qui exercent le rôle codé,
attribuer un code d'ethnicité, en se servant des mêmes règles
 que lors du codage de l'ethnicité de même que du code définitif
 d'ethnicité attribué à l'unité d'énumération.

Un même rôle peut être joué par un ou plusieurs
 acteurs d'un même groupe ethnique ou des différents groupes ethniques.

- a) Un code de rôle convient à un seul acteur.
 On code l'ethnicité de cet acteur.
- b) Un code de rôle convient à plusieurs acteurs d'un
 même groupe ethnique.
 On code l'ethnicité de ce groupe.
- c) Un code de rôle convient à plusieurs acteurs de
 différents groupes ethniques.
 On code la somme des différents codes d'ethnicité
 attribuables aux acteurs qui exercent le même rôle.

"Les gouvernements fédéral et provinciaux".
 Rôle: corps politique.

Ethnicité du rôle: ethnicité française,
 ethnicité anglaise, sans mention de groupes ethniques.

3.- Comparer le code d'ethnicité correspondant à chaque rôle
au code global d'ethnicité de l'unité d'énumération.

Le code d'ethnicité correspondant à un rôle peut être

égal au code global d'ethnicité ou plus petit que lui, mais jamais plus grand.

Par ailleurs, la somme des codes d'ethnicité attribués aux différents rôles peut être inférieure, égale ou supérieure au code global d'ethnicité.

ANNEXE C

ENTRAINEMENT DES CODEURS

Le codage s'est fait directement sur des feuilles mécanographiques et il y avait autant de feuilles que d'unités d'énumération. Après avoir décidé de la catégorie pertinente, il fallait trouver le code correspondant à la catégorie et inscrire ensuite ce nombre dans la ou les colonnes réservées à l'élément codé. Cette façon de procéder éliminait les risques d'erreurs reliés au poinçonnage. La qualité des données reposait donc sur la qualité du travail des codeurs.

Les éléments d'analyse à coder étant relativement nombreux et complexes, il y avait danger de confusion entre les catégories des divers éléments. Pour cette raison, nous avons morcelé l'entraînement, et donc le codage, en plusieurs étapes.

Ces étapes sont:

- 1- Identification de l'unité et mention de nationalité.
- 2- Mention d'ethnicité.
- 3- Sphères d'activité.
- 4- Cadre géographique.
- 5- Rôles.
- 6- Attribution de l'ethnicité aux rôles.

L'entraînement des codeurs a débuté par des explications générales sur la nature du travail à effectuer. Le superviseur a défini les termes suivants: bulletin de nouvelle, unité de contexte, unité d'énumération, feuille de codage et il a

expliqué la façon d'utiliser les listes de codes et d'inscrire les codes sur la feuille de codage.

La technique consistait à accepter comme norme le choix de la majorité. Chaque codeur devait donc lui-même choisir le code qui décrivait l'unité d'énumération et en aucun cas le superviseur ne pouvait le faire. Celui-ci demeurait toutefois à la disposition des codeurs pour discuter des nouvelles ambiguës et pour leur fournir les renseignements nécessaires à l'application des règles de codage.

Chacune des étapes du codage a débuté par la lecture et la discussion des textes se rapportant à l'élément à coder. Ces textes portaient sur la définition de l'élément et les règles spécifiques de codage. Le superviseur et les codeurs faisaient un premier essai en codant ensemble un certain nombre d'unités d'énumération -préparées spécialement pour l'entraînement- et en discutant les difficultés propres à chacune des unités. Ensuite, les codeurs codaient, séparément, un certain nombre d'autres unités d'énumération. Il y avait, enfin, comparaison des codes et discussion de tous les cas où l'accord n'était pas parfait entre les codeurs ou entre les codeurs et le superviseur. Ces deux dernières opérations ont été répétées jusqu'à ce que le taux de fiabilité fût jugé suffisant soit d'au moins 80%.

Pour chacune des étapes du codage, la durée de

l'entraînement s'établit comme suit:

<u>Etape</u>	<u>Durée</u>
1. Identification de l'unité et mention de nationalité	Une journée et demie
2. Mention d'ethnicité	Une journée
3. Sphères d'activité	Une journée et demie
4. Cadre géographique	Une journée
5. Rôles	Deux journées
6. Attribution de l'ethnicité aux rôles	Une demi-journée

ANNEXE D

DEGRE DE FIABILITE

Le degré de fiabilité indique dans quelle mesure les catégories choisies correspondent aux réalités exprimées. Les codeurs sont les juges. Le degré de fiabilité s'exprime par la proportion d'unités d'énumération objets d'un choix majoritaire. Un choix est majoritaire lorsque plus de la moitié des codeurs font le même choix. La technique du code majoritaire, telle qu'appliquée à la présente analyse, est décrite à la page 38.

Comment, à partir des tableaux, juger de la valeur des résultats? Théoriquement, nous pourrions utiliser deux points de repère: un test statistique et une comparaison avec d'autres travaux dont la valeur est actuellement reconnue.

En dépit des nombreux ouvrages que nous avons consultés, nous n'avons trouvé aucun barème qui convienne à la technique du choix majoritaire. Nous devons donc nous résigner à un critère qui ne fournit qu'une évaluation indirecte des résultats. Nous prendrons celui de la non-réponse dans les enquêtes avec échantillons préétablis. Il est généralement accepté qu'un taux de réponse de 80% produit des résultats valables, encore qu'il y ait, même alors, possibilité d'errer sur la valeur des résultats. Acceptons toutefois qu'un taux de fiabilité de 80% produise des résultats valables. En appliquant ce barème aux tableaux qui suivent, il faut se rappeler, dans les cas où le taux de fiabilité est inférieur à 80%, que la valeur des résultats est d'autant moins affectée que le nombre de nouvelles comprises dans une catégorie est moins élevé.

TABLEAU D 1 - Proportion des unités d'énumération objets d'un choix majoritaire à l'intérieur de chaque catégorie de nationalité, pour chaque source de diffusion

Mention de nationalité	R.-C.	CFTM	CBC	CTV	Toutes les sources
Canadienne	98(479) ^a	99(715)	98(390)	99(257)	99(1,841)
Canadienne et étrangère	94(128)	93(138)	96(161)	95(121)	95(548)
can.-amér.	94(16)	90(29)	97(35)	87(23)	92(103)
can.-autre	95(108)	97(97)	98(102)	97(89)	97(396)
can.-amér.-autre	50(4)	67(12)	88(24)	100(9)	82(49)
Etrangère	98(611)	99(203)	98(829)	99(558)	98(2,201)
américaine	96(124)	98(51)	97(276)	99(141)	97(594)
autre	98(379)	99(111)	99(417)	99(315)	99(1,222)
amér.-autre	96(108)	100(41)	99(136)	98(102)	98(387)
Non-applicable	64(14)	75(16)	57(35)	53(15)	60(60)
Total	97(1,232)	98(1,072)	97(1,415)	98(951)	97(4,670)

^a Le chiffre entre parenthèses indique le nombre d'unités d'énumération classifiées dans la catégorie correspondante.

Tableau D.2 - Proportion des unités d'énumération objets d'un choix majoritaire à l'intérieur de chaque catégorie d'ethnicité, pour chaque source de diffusion

Mention d'ethnicité	Radio-Canada	CFTM	CBC	CTV	Toutes les sources
Française	88 (280)	89 (443)	90 (102)	88 (58)	89 (883)
Anglaise	92 (101)	92 (113)	90 (189)	89 (160)	91 (563)
Française-anglaise	89 (83)	93 (99)	90 (71)	86 (43)	90 (296)
Autre	86 (14)	80 (5)	100 (8)	79 (14)	85 (41)
Sans mention	93 (118)	91 (170)	96 (174)	93 (100)	93 (562)
Non-applicable	46 (11)	48 (23)	25 (8)	33 (3)	41 (45)
Total	89 (607)	89 (853)	91 (552)	89 (378)	90 (2390)

Tableau D.3 - Proportion des unités d'énumération objets d'un choix majoritaire à l'intérieur de chaque catégorie de sphères d'activité, pour chaque source de diffusion

Sphères d'activité	Radio-Canada	CFTM	CBC	CTV	Toutes les sources
Gouv.-administration publique	67 (133)	88 (116)	97 (176)	95 (133)	92 (550)
Gouv.-industrie-commerce-finance	65 (70)	65 (61)	83 (47)	63 (18)	64 (224)
Gouv.-travail	66 (49)	88 (42)	33 (12)	75 (8)	60 (111)
Gouv.-bien-être	66 (16)	69 (13)	81 (21)	92 (12)	82 (62)
Gouv.-éducation	95 (19)	93 (15)	100 (3)	100 (2)	95 (39)
Justice	93 (54)	95 (153)	97 (112)	93 (72)	95 (391)
Politique partisane	65 (115)	74 (123)	65 (73)	68 (43)	79 (354)
Industrie-commerce-finance(secteur privé)	100 (14)	71 (44)	67 (15)	60 (15)	60 (88)
Travail (secteur privé)	90 (19)	82 (33)	100 (4)	60 (5)	85 (61)
Éducation	- (-)	39 (13)	- (-)	- (-)	39 (13)
Religion	100 (11)	100 (10)	100 (2)	100 (3)	100 (26)
Sciences-arts-lettres	43 (7)	76 (37)	100 (1)	100 (6)	75 (51)
Sports-loisirs	100 (1)	83 (6)	100 (10)	100 (3)	95 (20)
Accidents	62 (28)	100 (58)	100 (23)	100 (19)	96 (128)
Faits divers	64 (62)	64 (109)	67 (53)	90 (39)	66 (263)
Total	67 (606)	85 (653)	91 (552)	89 (376)	87(2,389)

Tableau D.4 - Proportion des unités d'énumération objets d'un choix majoritaire à l'intérieur de chaque catégorie de cadre géographique, pour chaque source de diffusion

Cadre géographique	Radio-Canada	CFTM	CBC	CTV	Toutes les sources
Canada	90 (514)	94 (757)	84 (423)	84 (289)	89 (1,983)
Ottawa	80 (79)	93 (68)	82 (127)	85 (101)	84 (375)
Québec	96 (295)	98 (575)	87 (78)	96 (48)	96 (996)
Régions anglophones	92 (59)	90 (21)	93 (117)	89 (61)	91 (258)
Maritimes	88 (26)	100 (7)	100 (36)	100 (11)	96 (80)
Ontario	83 (12)	89 (9)	83 (42)	89 (19)	85 (82)
Prairies	100 (9)	100 (2)	95 (21)	82 (22)	91 (54)
Colombie	100 (12)	67 (3)	100 (18)	89 (9)	95 (42)
Yukon et Terr.N.-C.	100 (1)	- (-)	100 (5)	100 (1)	100 (7)
Autre	78 (80)	74 (93)	73 (96)	72 (78)	74 (347)
Canada et Etats-Unis	73 (15)	53 (15)	79 (19)	56 (16)	66 (65)
Canada et autres pays	67 (45)	83 (36)	74 (47)	79 (33)	75 (161)
Canada, Etats-Unis et autres pays	75 (4)	83 (6)	78 (9)	63 (8)	74 (27)
Etats-Unis	0 (1)	100 (3)	83 (6)	50 (4)	71 (14)
Autres pays	83 (24)	83 (23)	94 (34)	92 (24)	89 (105)
Etats-Unis et autres pays	100 (1)	0 (1)	67 (3)	- (-)	60 (5)
Non-applicable	100 (3)	67 (12)	50 (10)	75 (4)	66 (29)
Total	87 (607)	92 (853)	83 (551)	82 (376)	87 (2,389)

Tableau D.5 - Proportion des mentions de rôle objets d'un choix majoritaire à l'intérieur de chaque catégorie de rôles, pour chaque source de diffusion

Rôles	Radio-Canada	CFTM	CBC	CTV	Toutes les sources
INDIVIDUELS					
<u>Majeurs</u>					
Occupations					
Premier ministre	93 (104) ^a	95 (84)	69 (75)	100(59)	94 (322)
Ministre	91 (122)	94 (126)	95 (99)	97(67)	94 (414)
Député	95 (37)	95 (42)	79 (26)	85(27)	90 (134)
Haut fonctionnaire	79 (48)	88 (78)	77 (69)	79(28)	82 (223)
Autres rôles politiques	100 (25)	83 (46)	100 (12)	100(10)	91 (93)
Religieux	83 (18)	65 (23)	100 (5)	100(3)	78 (49)
Juge, avocat	94 (17)	76 (51)	100 (17)	100(11)	86 (96)
Autres professionnels	80 (25)	67 (36)	67 (15)	85(13)	76 (89)
Gérant et administrateur	74 (19)	70 (47)	58 (12)	67(6)	69 (84)
Semi-professionnel	85 (27)	83 (23)	76 (21)	69(13)	80 (84)
Travailleur des services publics	84 (50)	94 (78)	72 (74)	96(53)	86 (255)
Chômeur	100 (4)	100 (2)	100 (5)	100(3)	100 (14)
Autres occupations	74 (27)	63 (41)	71 (31)	58(12)	68 (111)
Associations					
Dirigeant d'assoc. syndicales	86 (21)	76 (21)	75 (4)	100(3)	82 (49)
Membre d'assoc.syndic	75 (28)	70 (37)	100 (3)	66(3)	73 (71)
Dirigeant d'assoc. politiques	82 (73)	92 (66)	90 (59)	91(35)	88 (233)
Membre d'assoc. politiques	50 (10)	67 (12)	37 (19)	58(12)	51 (53)
Dirigeant d'autres assoc.	44 (9)	57 (44)	75 (4)	100(7)	61 (64)
Membre d'autres assoc.	17 (6)	25 (12)	67 (3)	- -	29 (21)
<u>Mineurs</u>					
Citoyen	77 (56)	73 (77)	61 (49)	63(40)	69 (222)
Violateur, accusé	93 (30)	94 (82)	91 (66)	88(50)	92 (228)
Victime	79 (24)	92 (71)	81 (27)	79(19)	86 (141)
Titres de parenté	92 (12)	78 (18)	80 (15)	69(13)	79 (58)
Autres	15 (13)	41 (22)	43 (7)	45(11)	36 (53)

Tableau D.5 - (suite)

Rôles	Radio-Canada	CFTM	CBC	CTV	Toutes les sources
DE GROUPE					
Corps politiques	85 (163)	81 (150)	87 (142)	86 (105)	84(560)
Corps administratifs	88 (80)	81 (120)	77 (53)	83 (41)	82(294)
Assoc. syndicales	74 (19)	80 (30)	88 (8)	50 (4)	77(61)
Assoc. professionnelles	100 (6)	72 (18)	100 (1)	50 (4)	76(29)
Assoc. économiques	100 (4)	64 (11)	- -	100 (1)	75(16)
Assoc. politiques	67 (43)	58 (45)	47 (32)	53 (15)	58(135)
Autres assoc.	89 (9)	94 (32)	50 (10)	83 (6)	84(57)
Entreprises privées	77 (44)	69 (62)	83 (35)	75 (16)	78(157)
TOTAL	83 (1,173)	81 (1,607)	81 (1,000)	84 (690)	82(4,470)

^a Le chiffre entre parenthèses indique le nombre de mentions de rôle classifiées dans la catégorie correspondante.

Tableau D.6 - Proportion des mentions de rôle objets d'un choix majoritaire dans l'attribution de l'ethnicité à l'intérieur de chaque catégorie de rôles, pour chaque source de diffusion

Rôles	Radio-Canada	CFTM	CBC	CTV	Toutes les sources
INDIVIDUELS					
<u>Majeurs</u>					
<u>Occupations</u>					
Premier ministre	97 (113)	94 (90)	95 (83)	97 (64)	96 (350)
Ministre	96 (124)	96 (130)	92 (102)	99 (71)	96 (427)
Député	83 (41)	86 (44)	67 (30)	86 (29)	81 (144)
Haut fonctionnaire	81 (53)	86 (79)	97 (68)	89 (28)	89 (228)
Autres rôles politiques	78 (27)	100 (47)	77 (13)	100 (10)	91 (97)
Religieux	89 (19)	76 (25)	100 (5)	50 (4)	81 (53)
Juge, avocat	72 (18)	74 (57)	88 (17)	91 (11)	78 (103)
Autres professionnels	92 (26)	86 (37)	100 (15)	77 (13)	89 (91)
Gérant et administrateur	100 (20)	87 (23)	69 (13)	100 (6)	89 (62)
Semi-professionnel	78 (27)	89 (45)	91 (22)	67 (15)	83 (109)
Travailleur des services publics	96 (50)	91 (82)	93 (74)	89 (56)	92 (262)
Chômeur	100 (4)	100 (2)	100 (5)	100 (3)	100 (14)
Autres occupations	96 (26)	90 (40)	74 (35)	92 (12)	87 (113)
<u>Associations</u>					
Dirigeant d'assoc. syndicales	100 (21)	95 (21)	100 (4)	100 (3)	98 (49)
Membre d'assoc. syndicales	93 (28)	84 (38)	100 (3)	100 (3)	89 (72)
Dirigeant d'assoc. politiques	96 (75)	92 (66)	84 (62)	69 (39)	88 (242)
Membre d'assoc. politiques	80 (10)	75 (12)	60 (20)	54 (11)	66 (53)
Dirigeant d'autres assoc.	89 (9)	91 (44)	67 (3)	100 (11)	91 (67)
Membre d'autres assoc.	83 (6)	86 (14)	67 (3)	-	83 (23)
<u>Mineurs</u>					
Citoyen	88 (60)	85 (75)	90 (49)	95 (40)	89 (224)
Violateur, accusé	89 (28)	85 (85)	100 (57)	90 (51)	91 (231)
Victime	100 (25)	88 (78)	85 (26)	100 (19)	91 (148)
Titres de parenté	92 (13)	100 (18)	100 (15)	93 (14)	97 (60)
Autres	100 (12)	90 (20)	100 (6)	92 (12)	94 (50)

Tableau D-6 - (suite)

Rôles	Radic- Canada	CFTM	CBC	CTV	Toutes les sources
DE GROUPE					
Corps politiques	82 (204)	79 (173)	80 (157)	86 (115)	82 (649)
Corps administratifs	91 (80)	91 (121)	92 (53)	90 (42)	91 (296)
Assoc. syndicales	79 (19)	67 (33)	100 (8)	100 (4)	77 (64)
Assoc. professionnelles	83 (6)	100 (18)	100 (1)	100 (4)	97 (29)
Assoc. économiques	100 (4)	91 (11)	- -	100 (1)	94 (16)
Assoc. politiques	90 (42)	91 (45)	84 (31)	87 (15)	89 (133)
Autres assoc.	70 (10)	90 (30)	73 (11)	100 (6)	84 (57)
Entreprises privées	79 (48)	86 (63)	85 (34)	88 (16)	84 (161)
TOTAL	89(1,248)	88(1,666)	88(1,035)	89 (728)	88(4,677)

^a Le chiffre entre parenthèses indique le nombre de mentions de rôle d'ethnicité différente dans la catégorie correspondante.

BIBLIOGRAPHIE

Ibrahim Abu-Lughod, "International News in the Arabic Press: a Comparative Content Analysis", Public Opinion Quarterly, Winter 1962, XXVI, 4, pp. 600-612.

Adkins and Haggart, "Visual Materials on Local Television News Programs", Journal of Broadcasting, VII, 3, pp. 227-232.

D. Auster, "A Content Analysis of Business and Labor Sponsored Films", Soc. Prob., Spring 1962, IX, 4, pp. 328-336.

Barcus, "A Bibliography of Studies of Radio and Television Program Content; 1928-1958", Journal of Broadcasting, IV, 4, pp. 355-369.

Bernard Berelson, Content Analysis in Communication Research, Free Press, Glencoe, Ill., 1951.

Bernard Berelson and S. De Grazia, "Detecting Collaboration in Propaganda", Public Opinion Quarterly, 1947, II, 2, pp. 244-253.

Bernard Berelson and Janowitz, eds, Reader in Public Opinion and Communication, Free Press, Glencoe, Ill., 1955 (ed.rev.).

Bernard Berelson and Patricia J. Salter, "Majority and Minority Americans: An Analysis of Magazine Fiction", Public Opinion Quarterly, Summer 1946, X, 2, pp. 168-190.

R.W. Bodd, "U.S. News in the Press Down Under", Public Opinion Quarterly, XXVIII, 1, Spring 1964, pp. 39-56.

R.B. Bomberger, "An Analytical Comparison of Scope-Depth Balance with Popularity of General Circulation Weekly Magazines in the United States, 1947-1960", Ph.D. thesis, State University of Iowa, School of Journalism, June 1962.

L. Broom and S. Reece, "Political and Racial Interest: A Study in Content Analysis", Public Opinion Quarterly, Vol. XIX, 1, pp. 5-19.

Lynn Bryson, The Communication of Ideas, N.Y., Harper, 1948.

Richard Budd and R.R. Thorp, An Introduction to Content Analysis, University of Iowa, School of Journalism, 1963.

Chilton R. Bush, "A System of Categories for General News Content", Journalism Quarterly, 1961, XXXVII, 2, pp. 313-322.

R.E. Carter and Chs. O. Jones, "Some Procedures for Estimating 'News Hole' in Content Analysis", Public Opinion Quarterly, Fall 1959, XXIII, 3, pp. 399-403.

Cité Libre, Le Journalisme, Oct. 1963.

W.J. Coats and S.W. Mulkey, "A Study in Newspaper Sampling", Public Opinion Quarterly, Fall 1950, XIV, 3, pp. 533-546.

Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, Rapport Préliminaire, Ottawa, 1965.

F.J. Davis and L.N. Turner, "Sample Efficiency in Quantitative Newspaper Analysis", Public Opinion Quarterly, XV, 4, pp. 762-763.

W.P. Davison, "An Analysis of the Soviet-Controlled Berlin Press", Public Opinion Quarterly, 1947, XI, 1, pp. 40-57.

Judith Koch Ecker, "A Content Analysis of Selected Radio and T.V. Newscasts", Thesis, School of Journalism, State University of Iowa, June 1957.

Frantz Fanon, "Ici la voix de l'Algérie", L'An V de la Révolution Algérienne, Ed. Gaspero, Paris, 1960, pp. 51-84.

Day Fay, "Content Analysis in Mass Communication", Nafziger, Ralph, Wilkerson, Marcus (eds), An Introduction to Journalism Research.

M. and H. Gabel, "Texas Newspaper Opinion: I", Public Opinion Quarterly, Spring 1946, X, 1, pp. 57-70.

M. and H. Gabel, "Texas Newspaper Opinion: II", Public Opinion Quarterly, Summer 1946, X, 2, pp. 201-215.

Gardner, "A Content Analysis of Japanese and American T.V.", Journal of Broadcasting, VI, 1, pp. 45-62.

Geller, Kaplan, Lasswell, Dwight, The Differential Use of Flexible and Rigid Procedures of Content Analysis, Library of Congress, Experimental Division for Study of War-time Communications, Washington, D.C., 1943, Document no. 12.

J. Goldstein, "Content Analysis: A Propaganda and Opinion Study", Ph. D. thesis, New School for Social Research, New York, 1942.

W.J. Goode et P.K. Hatt, Methods in Social Research, New York, McGraw-Hill, 1952.

N.J. Gossman, "Political and Social Themes in the English Popular North: 1815-1832", Public Opinion Quarterly, XX, 3, pp. 531-542.

W.A. Hachten, "The Changing U.S. Sunday Newspaper", Journalism Quarterly, 1961, XXXVIII, 3, pp. 281-288.

Th. Hamilton, "Social Optimism and Pessimism in American Protestantism", Public Opinion Quarterly, Summer 1942, VI, 2, pp. 280-283.

J.A. Hart, "The Flow of News between the U.S. and America", Journalism Quarterly, Winter 1963, LX, 1, pp. 3-11.

John Jarvey, "The Content Characteristics of Best-Selling Novels", Public Opinion Quarterly, XVII, 1, pp. 91-114.

W.R. Hazard, "On the Impact of T.V.'s Pictured News", Journal of Broadcasting, VII, 1, pp. 43-51.

Alex Inkeles, "Soviet Reactions to the Voice of America", Public Opinion Quarterly, XVI, 4, pp. 612-617.

Norman Jacobs, Culture for the Millions: Mass Media in Modern Society, Princeton, 1961.

Irving L. Janis, "The Problem of Validating Content Analysis", Language of Politics, Lasswell, Leites and Associates, G.W. Stewart, New York, 1949, pp. 55-82.

Janis, Fadner, Janowitz, "The Reliability of a Content Analysis Technique", Public Opinion Quarterly, Summer 1943, VII, 2, pp. 293-296.

Dorothy B. Jones, "Quantitative Analysis of Motion Picture Content", Public Opinion Quarterly, Fall 1942, VI, 3, pp. 411-428.

Dorothy B. Jones, "Quantitative Analysis of Motion Picture Content", Public Opinion Quarterly, Fall 1950, XIV, 3, pp. 554-558.

Leila A. Jossmann, "Labor in the Radio News: An Analysis of Content" Journalism Quarterly, Sept. 1945, XXII, 3, pp. 207-214.

Kaplan and Goldsen, Reliability of Certain Categories for Classifying Newspaper Headlines, Library of Congress, Experimental Division for the Study of War-time Communications, Washington, D.C., 1943, Document no. 40.

S.M. Kingsbury, H. Hornell and others, Newspapers and the News, Putnam's, New York, 1937.

J.T. Klapper, The Effects of Mass Communications, Free Press, Glencoe, Ill, 1960.

Knower, (compiled by), "Graduate theses and dissertations on Broadcasting: 1956-1958" Journal of Broadcasting, Winter 1959-1960, IV, 1, pp. 77-87.

Knower, (compiled by), "Graduate theses and Dissertations on Broadcasting: 1959-1960", Journal of Broadcasting, Fall 1961, V. 4, pp. 355-370.

Knower, (compiled by), "Graduate theses and Dissertations on Broadcasting: 1961-1962", Journal of Broadcasting, Summer 1963, VII, 3, pp. 269-282.

M. Kriesberg, "Soviet News in the 'N.Y. Times'", Public Opinion Quarterly, Winter 1946, X, 4, pp. 540-564.

H.D. Lasswell, "The World Attention Survey", Public Opinion Quarterly, Fall 1941, V, 3, pp. 456-463.

H.D. Lasswell, N. Leites and Ass., The Language of Politics, G.W. Stewart, New York, 1949.

Lasswell, Lerner, Pool, The Comparative Study of Symbols, Stanford University Press, Stanford, 1952.

Lazarsfeld, Radio and the Printed Page, Duell, Sloan and Pearce, New York, 1940.

Paul Lazarsfeld, (ed.), The Language of social Research; a reader in Methodology of Social Research, Glencoe, Free Press of Glencoe, 1955.

Lazarsfeld, Berelson and others, The People's Choice, Columbia University Press, New York, 1949.

Lazarsfeld and Stanton, eds., Radio Research 1942-1943, New York, 1944.

N.C. Leites and Pool, Communist Propaganda in Reaction to Frustration, Library of Congress, Experimental Division for the Study of War-time communications, Washington, D.C., Document no. 27.

N. C. Leites and Pool, I., On Content Analysis, Library of Congress, Experimental Division for the Study of War-time Communications, Washington, D.C., Document no. 26.

Daniel Lerner, (ed.), Evidence and Inference: the Hayden Colloquium on Scientific Concept and Method, Free Press, Glencoe, Ill., 1959.

Lerner, Lasswell and others, (eds.), The Policy Sciences, Stanford University Press, California, 1951.

Geo. A. Lundberg, Social Research: A Study in Methods of Gathering Data, Revised edition, Longmans, Green, N.Y., 1942.

Lyle and Wilcox, "Television News: An Interim Report", Journal of Broadcasting, VII, 2, pp. 157-166.

Maccoby, Sabghir and Coshing, "A Method for the Analysis of the News Coverage of Industry", Public Opinion Quarterly, Winter 1950, XIV, 4, pp. 753-758.

J. Marcus-Steiff, Les Etudes de Motivation, Hermann, Paris, 1961,

J.W. Markham, "Foreign News in the U.S. and South American Press", Public Opinion Quarterly, Summer 1961, XXV, 2, pp. 249-262.

Massing, "Communist References to the VOA", Public Opinion Quarterly, XVI, 4.

Mendelsohn and Cahnman, "Communist Broadcasts to Italy", Public Opinion Quarterly, XVI, 4, pp. 671-680.

John C. Merrill, "The Image of the U.S. in Ten Mexican Dailies", Journalism Quarterly, Spring 1962, XXXIX, 2, pp. 203-209.

P. Merritt, "Public Opinion in Colonial America: Content-Analyzing the Colonial Press", Public Opinion Quarterly, XXVII, 3, Fall 1963, pp. 356-371.

J.A. Middleton, "Fertility Values in American Magazine Fiction", Public Opinion Quarterly, Spring 1960, XXIV, 1, pp. 139-142.

G.A. Miller, Language and Communications, McGraw-Hill, New York, 1951.

Violette Morin, "Gagarine sur la rose des vents de la presse parisienne", Communications, 1, pp. 183-193.

Violette Morin, "Le voyage de Khrouchtchev en France: essai d'une méthode d'analyse de la presse", Communications, 1, pp. 81-107.

R.C. North and others, Content Analysis, A Handbook with Applications for the Study of International Crises, Evanston, Northwestern University Press, 1963.

Osgood, Suci and Tannenbaum, The Measurement of Meaning, University of Illinois Press, Urbana, 1957.

R.E. Park, "News and the Power of the Press", American Journal of Sociology, July 1941, XLVII, 1-11.

Parti Pris, L'information, arme idéologique, II, 2, oct. 1964.

I. de Sola Pool, ed., Trends in Content Analysis, University of Illinois Press, Urbana, 1959.

Public Opinion Quarterly, Special Issue on International Communications Research, XVI, 4.

J.W. Riley and M.N. Riley, "Mass Communication and the Social System", Merton, Broom and Cottrell (eds), Sociology Today, Basic Books, New York, 1959, pp. 537-578.

A.J. Reiss, Jr., Occupations and Social Status, Glencoe, Free Press, 1961.

G. Saenger, "Male and Female Relations in the American Comic Strip" Public Opinion Quarterly, XIX, 2, pp. 195-205.

Audrey Savey, "Stereotyping of Negroes and Whites: an Analysis of Magazine Pictures", Public Opinion Quarterly, XVII, 2, pp. 281-287.

W. Schramm, (ed), Mass Communication, University of Illinois Press, Urbana, 1949.

W. Schramm, (ed), The Process and Effects of Mass Communication, University of Illinois Press, Urbana, 1954.

William C. Schutz, "On Categorizing Qualitative Data in Content Analysis", Public Opinion Quarterly, Winter 1958-1959, XXII, pp. 503-515.

William C. Schutz, "Reliability, Ambiguity and Content Analysis", Psychological Review, LIX, March 1952, pp. 119-129.

W.A. Scott, "Reliability of Content Analysis: The Case of Nominal Scale Coding", Public Opinion Quarterly, 1955, XIX, 3, pp. 321-325.

Lyle W. Shannon, "The Opinions of Little Orphan Annie and her Friends", Public Opinion Quarterly, XVIII, 2, pp. 169-179.

B.L. Smith, H.D. Lasswell, R.D. Casey, Propaganda, Communication and Public Opinion, A Comprehensive Reference Guide, Princeton University Press, Princeton, 1946.

D.W. Smythe, "Reality as Presented by Television", Public Opinion Quarterly, XVIII, 2, pp. 143-156.

Service des Recherches de Radio-Canada, Analyse du contenu des nouvelles, réseaux français de radio et de télévision, 1963, Montréal, Novembre 1964.

R. Sommers, (ed), "Doctoral Dissertations in Radio and Television", Journal of Broadcasting, I, 4, pp. 377-383.

Stempel, "The Prestige Press Covers the 1960 Presidential Campaign", Journalism Quarterly, Spring 1961, XXXVIII, 2, pp. 157-163.

D. Victoroff, "Notion de rôle et techniques de persuasion", Revue Française de Sociologie, 1964, avril-juin, V, 2, pp. 1-11.

D. Waples and B. Berelson, What the Voters Were Told, University of Chicago, Chicago, 1941.

D. Weingast, "Walter Lippmann: A Content Analysis", Public Opinion Quarterly, Summer 1950, XIV, 2, pp. 296-302.

Chs. Winick, "Censor and Sensibility: A Content Analysis of the Television Censor's Comments", Journal of Broadcasting, 1961, V, 2, pp. 117-136.

Chs. Winick, "Space Jokes as Indication of Attitudes Toward Space", Journal Sociology Issues, 1961, XVII, 2, pp. 43-49.

Wayne Wolfe, "Images of the U.S. in the Latin American Press", Journalism Quarterly, Winter 1964, XLI, 1, pp. 79-86.

J.L. Woodward and R. Franzen, "A Study of Coding Reliability", Public Opinion Quarterly, 1948, XII, 2, pp. 253-257.

Wyant and Herzog, "Voting via Senate Mailbag - II" Public Opinion Quarterly, Winter 1941, V, 4, pp. 590-625.

Elizabeth H. Zerner, "Rumors in Paris Newspapers", Public Opinion Quarterly, Fall 1946, X, 3, pp. 382-391.

